

Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local

Spécial colloque international

EDITORIAL

NOUVELLES PUBLICATIONS



La rigueur du qualitatif, par Jean-Pierre Olivier de Sardan



La revue *Afrique contemporaine* sur la crise alimentaire de 2005 au Niger, n° 225



Décentralisation et pouvoir local au Niger, Mohamadou Abdoulaye



Le LASDEL a huit ans. Huit ans dans la vie d'une institution de recherche, c'est l'âge des interrogations quant à l'atteinte des objectifs fixés à la création.

En huit ans d'existence, le LASDEL a mené de nombreuses recherches sur les enjeux sociaux actuels du Niger, comme la décentralisation, les pouvoirs locaux, la corruption, la santé, la lutte contre la pauvreté, les services publics locaux, etc.

Toutes ces recherches ont été menées en partenariat avec des organisations scientifiques d'Afrique et du reste du monde.

Le LASDEL a su créer un vaste réseau de recherche avec des partenaires scientifiques parmi lesquels des institutions de recherche parmi les plus prestigieuses.

Pour le LASDEL, rendre disponibles les résultats de la recherche est aussi important qu'en produire. En huit ans, nous avons publié quatre vingt deux numéros de sa série *Etudes et Travaux*, organisé 52 séances de son séminaire mensuel, ouvert au public. Le premier ouvrage collectif du LASDEL, sur les pouvoirs locaux au Niger à la veille de la décentralisation, vient tout juste de sortir.

Le LASDEL a également publié plusieurs livres touchant à la vie socio-économique des populations africaines.

Pour rendre visible nos activités et donner accès à nos résultats, nous avons conçu et mis en ligne un site web dynamique (www.lasdel.net) où se trouve l'ensemble

de la production scientifique du LASDEL, et des informations complètes sur les chercheurs, nos programmes de recherche et nos ambitions pour les années avenir.

En octobre 2008, le LASDEL a ouvert un centre de documentation sur les sciences sociales en partenariat avec l'IRD.

Ce centre est aujourd'hui un lieu privilégié de la recherche en science sociale à Niamey. Il est ouvert à tous les étudiants de niveau avancé (maîtrise et au dessus) et chercheurs résidents ou de passage à Niamey.

Pour vous permettre de suivre l'activité du LASDEL, et d'être informés régulièrement de ses programmes, voici entre vos mains le premier numéro de la « LETTRE DU LASDEL ». Cette lettre d'information semestrielle a été lancée par le conseil de laboratoire du LASDEL, pour vous informer sur les activités de notre laboratoire et nos nouvelles publications

Elle est diffusée sous format papier et électronique, et sera disponible sur notre site.

Ce premier numéro est publié à la veille du Colloque international « Etats en chantier en Afrique au sud du Sahara » « States at work in sub-saharan Africa », qui se déroulera à Niamey, au LASDEL, du 7 au 9 décembre prochain. Co-organisé par le LASDEL et l'Université de Mainz (Allemagne), ce colloque clôt un programme de recherche commun, et témoigne du travail du LASDEL comme des partenariats scientifiques qu'il a su établir et faire vivre.

Nous vous souhaitons bonne lecture, et comptons beaucoup sur vos retours pour améliorer cette Lettre et la rendre plus conforme à vos attentes.

Dr Mohamadou Abdoulaye

SOMMAIRE

✎ Le Colloque International de Niamey

✎ Les séminaires de sciences sociales du LASDEL

✎ Mahaman Tidjani Alou agrégé des Universités en science politique

BP : 12901 Niamey - Niger
Tél : (227) 20 72 37 80
BP : 1383 Parakou - Bénin
Tél : (229) 23 61 16 58
E-mail : lasdel@lasdel.net
Site web : www.lasdel.net



PRESENTATION

Le LASDEL est une unité de recherche en sciences sociales indépendante, à vocation sous-régionale, qui mène des programmes de recherche empirique sur la gouvernance au quotidien, autrement dit la délivrance, la gestion de biens et services publics et collectifs en Afrique.

MISSIONS

- Recherche
- Formation à la recherche
- Animation scientifique
- Université d'été
- Publications
- Centre international de documentation

STRUCTURES DU LASDEL

- Un conseil scientifique de 10 membres du Nord et du Sud
- Un conseil de laboratoire comprenant les chercheurs du laboratoire sur chaque site
- Une assemblée générale annuelle

OBJECTIFS SCIENTIFIQUES

Orientations problématiques

Au coeur des recherches du LASDEL se trouve l'analyse des espaces publics en Afrique. Il produit des connaissances non seulement sur l'Etat "réel" (en particulier ses corps professionnels ou ses segments locaux en contact avec les populations), mais aussi sur l'ensemble des institutions qui assument des fonctions "collectives", et sur leurs interactions avec les usagers, en prenant en compte les dynamiques sociales qui les traversent.

Orientations méthodologiques:

Le laboratoire accorde une attention particulière aux techniques qualitatives de production de données de terrain, issues d'approches de type socio-anthropologique. Il s'attache aussi à alterner démarches collectives et individuelles.

Le comparatisme synchronique ou diachronique (à une échelle locale, régionale ou nationale) est privilégié, à travers des enquêtes multi-sites.

C'est autour d'une perspective de recherche combinant des points de vue historiques, interactionnistes, processuels, comparatifs et pluridisciplinaires, que la priorité interprétative est donnée aux résultats d'enquêtes empiriques relevant directement de situations et contextes de terrain (grounded theory).

UN PÔLE D'EXCELLENCE EN SCIENCES SOCIALES A NIAMEY ET PARAKOU

Face à la crise des sciences sociales en Afrique de l'Ouest, menacées par l'hégémonie d'une consultance mercenaire, le LASDEL entend contribuer à la construction en Afrique même de réseaux de compétence et de pôles d'excellence, liés à la communauté scientifique internationale, menant des recherches de haut niveau fondées sur des études empiriques et permettant de former et d'encadrer dans de bonnes conditions les docteurs de demain.

LE CENTRE DE DOCUMENTATION

Le Centre de documentation scientifique (CDS) de LASDEL, qui regroupe les fonds propres du LASDEL et le fonds de l'IRD, a ouvert ses portes en octobre 2008 à Niamey. Il est ouvert aux chercheurs et étudiants avancés. En plus des livres, rapports d'études et périodiques, vous pouvez accéder à des bases de données et périodiques en ligne.

INSTITUTIONS PARTENAIRES

Le LASDEL est lié par convention aux institutions suivantes :

- Université Abdou Moumouni, Niger
- Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Université de Parakou, Bénin
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France
- IHEID : Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement, Genève, Suisse
- Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), France

Le LASDEL est en partenariat scientifiques et techniques avec des institutions, en particulier :

- Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)
- ODI (Overseas Development Institute), Royaume Uni
- AUF (Agence Universitaire de la Francophonie)
- CODESRIA
- Coopération française
- Coopération danoise
- Coopération suisse
- Fondation Volkswagen
- Université de Mayence, Allemagne
- Université d'Uppsala, Suède
- Université de Roskilde, Danemark
- Université de Liège, Belgique

Les communications en plénière :

Les Etats ouest-africains en travaux : sédimentation, fragmentation et dilemmes normatifs, *Bierschenk Thomas*

Revendications syndicales et gouvernance du service public de l'éducation : essai d'ethnographie des grèves d'enseignants du Bénin, *Chabi Imorou Azizou*

From International Sovereignty to Local Authority : Legal Command and the Decentralized Reproduction of Weak African States, *Englebert Pierre*

Le processus de construction nationale en question dans la zone frontalière Mali-Niger : entre logique d'exclusion et solidarité transnationale (1916-2007), *Grémont Charles*

„« On se débrouille et on avance comme ça ! », "Doing the State" Behind the State, *Hamani Oumarou*

L'aménagement urbain et la création de l'Etat local, *Hilgers Mathieu*

„I take an oath to the state, not the government“ : Career trajectories and professional ethics of Ghanaian public servants, *Lentz Carola*

Les modes de gouvernance locale en Afrique, *Olivier de Sardan Jean-Pierre*

Monopolies of violence : some considerations towards an ethnography of the German state, *Pates Rebecca*

Etat et production des corps d'Etat, l'exemple de la magistrature au Niger, *Tidjani Alou Mahamane*

Do Non-Governmental Organizations (NGOs) Complement or Undermine the State? Evidence From the Basic Education Sector in Northern Ghana, *Tonah Steve*

Liste des panels:

Panel anglophone 1

Panel éducation

Panel environnement et décentralisation

Panel anglophone 2

Panel gouvernance et politiques publiques

Panel justice et police

Al'instar des autres centres de recherche, le LASDEL a participé à la première édition de la fête de la science :



Le Prytanée militaire de Niamey reçu par le directeur du LASDEL



Le directeur du LASDEL animant une conférence à l'occasion de la fête de la science



Participants à la conférence

Mahamane Tahirou
ALI BAKO
chercheur au
Lasdel, doctorant
à l'EHESS de
Marseille

La formation des enseignants du primaire au Niger (*tenu le mardi 13 janvier 2009*).



Il s'agit de présenter les premiers résultats d'une enquête socio anthropologique menée en janvier-février-mars 2007 sur la formation des enseignants des écoles primaires au Niger.

Il s'inscrit dans le cadre des recherches

que nous menons pour l'obtention d'une thèse dont le titre est : les enseignants du primaire au Niger. Ethique professionnelle, normes pratiques et construction de l'Etat. Les résultats de cette enquête font donc ressortir des insuffisances dans la formation initiale qui sont liées à l'inadéquation des formations offertes aux exigences du terrain. La formation continue quant à elle est quasi inexistante : déficit en personnel qualifié et irrégularité, voire absence de moyens financiers en sont les principales causes.

Par ailleurs, certains acteurs déplorent un déficit d'éthique professionnelle et

de savoir faire chez une catégorie d'enseignants qui contribue à la dégradation de l'image social de l'enseignant et à la dévalorisation de son métier.

Dr Amadou OUMAROU
Chef du
département de
sociologie à
l'UAM



La délivrance des services publics dans les zones pastorales du Niger : cas de la commune rurale de Bermo (Maradi) (*tenu le mardi 17 mars 2009*).

Situé à un peu moins d'une centaine de kilomètres au Nord de Dakoro (région de Maradi), la commune rurale de Bermo est une zone spécifiquement pastorale où les populations (peules et touarègues) exercent un élevage transhumant. Cette population, qui était auparavant mobile, a connu une fixation progressive sur certains sites (puits, mares) à partir de la sécheresse de 1984 favorisant l'installation de plusieurs services de l'Etat.

L'histoire des services publics dans la commune est marquée par la présence des missionnaires qui, depuis

le début des années '60, offrent des services publics dont la qualité et l'accessibilité ont façonné la perception locale des services publics. Les services étatiques qui se sont progressivement installés (poste administratif, sécurité, santé, éducation, élevage etc.) fonctionnent dans des conditions précaires (manque de locaux, vétusté et/ou insuffisance d'équipements, insuffisance de ressources humaines et de la logistique, etc.) les contraignant à une coproduction du service soit avec un partenaire extérieur soit avec la population bénéficiaire

La commune rurale de Bermo est un espace où plusieurs partenaires extérieurs (programmes, projets et ONG) interviennent dans divers secteurs (élevage, santé, éducation pour l'essentiel). Les associations pastorales constituent « la porte d'accès » aux populations pour ces partenaires dont l'offre de services est convoitée tant par les populations que par les services techniques de l'Etat. La commune elle-même, du fait de sa jeunesse dispose de peu de ressources (ressources humaines qualifiées, ressources financières, équipements,

etc.) lui permettant de faire face à la demande sociale de service. Les services qu'elle offre se limitent à la délivrance de pièces d'état civil et attestations de détention coutumière de parcelles, et de quelques investissements ponctuels laissant ainsi place aux intervenants extérieurs qui en sont le véritable apanage.



Nana ISSALEY
Doctorante à
l'EHESS

Dangol pulaaku ou le boycott des marchés (tenu le mardi 10 février 2009).

Le *dangol pulaaku*, pratique peule, est une action qui se situe au carrefour de l'ostracisme, du boycott, de la mise en quarantaine, du bannissement. Il peut être appliqué à une personne, un puits, un marché, un village, pour une durée indéterminée à l'avance. Toutefois, il peut être appliqué en même temps à l'une et/ou à l'autre de ces cibles citées. C'est une pratique à laquelle se conforment tous ces groupes, à l'exception de quelques individus pris isolément.

Nous nous sommes intéressés essentiellement au *dangol pulaaku* appliqué aux marchés et qui se manifeste par un boycott. Depuis les années 1990, sa pratique est devenue de plus en plus courante et ses mobiles sont variés et parfois très complexes. Il s'agit en général d'une combinaison de plusieurs facteurs ou évènements. On peut dire que le *dangol pulaaku* est une sorte de bombe à retardement constitué par un cumul de frustrations antérieures. Ainsi le dernier évènement sur la base duquel se décrètera le boycott n'est que la goutte d'eau qui fera déborder le vase.

La décision de faire *dangol pulaaku* ne peut pas être prise par n'importe qui. C'est une institution régie par une échelle d'instance de prise de décision.

Pour les communes, la forme la plus marquante est celle faite aux marchés car les recettes fiscales baissent considérablement. Les autorités étatique et communale qualifient le *dangol pulaaku* de « crime

économique » et d'acte illégal même si elles sont au premier rang des négociations pour la levée du boycott. Ces négociations constituent une arène où plusieurs acteurs (les représentants de l'Etat, les forces de l'ordre, l'autorité communale, les chefferies, les projets de développement (parfois), les associations de défense des éleveurs, la société civile, etc.) se confrontent et s'affrontent.



Aghali ABDELKADER
Chercheur au
LASDEL

Hostilité, alliances et recomposition: les arènes sociales et politiques de l'Azawagh face à la rébellion des années 90 (tenu le mardi 9 juin 2009).

Les auteurs qui ont écrit sur le soulèvement (*tanakra*) armé des jeunes touaregs (*ishumar*) nigériens et maliens au début des années 90 ont presque tous souligné le caractère unitaire du discours idéologique des combattants touaregs, discours basé sur une évocation constante de la notion de *temust*, qu'on peut traduire au sens strict par « identité touarègue » ou « être touareg » et au sens large et politique par « nation touarègue ». Discours largement relayé par une « poésie

chantée » (communément appelée la guitare *tinariwen*) dont le caractère « propagandiste » était évident.

Cette vision idéologique d'un peuple touareg unitaire ne s'est concrétisée sur le terrain que partiellement. Elle n'eut pas d'écho globalement favorable dans les arènes sociales et politiques de l'Azawagh. Les données empiriques recueillies dans le cadre de notre thèse (actuellement en instance de rédaction) sur la révolte des jeunes Touaregs permettent de mettre en évidence ce qu'on pourrait qualifier d'échec des rebelles à faire adhérer toutes les populations de l'Azawagh, au-delà des clivages socio-politiques anciens, à leur projet de révolte contre l'Etat nigérien. L'attitude de lignages, de tribus et de certains acteurs importants, pas tous, de l'Azawagh envers les *ishumar* et les rebelles ne fut pas homogène, résolument compréhensive et ouvertement engagée. Les groupes adoptèrent au contraire une diversité de postures, elles-mêmes arrimées à des enjeux multiples qui mettent en évidence le caractère pluriel des perceptions de la rébellion par les

populations locales.

Afin de mesurer la profondeur de ce contraste saisissant entre l'idéologie de la grande *temust* touarègue et la réalité concrète des arènes locales caractérisées par des sensibilités tendues et conflictuelles, ces auteurs ont presque tous privilégié une explication historique. Les relations d'hostilité et les divisions émergées au sein des rebelles d'une part et entre ces derniers et certains groupes de l'Azawagh d'autre part renvoient, selon ces auteurs, aux clivages sociaux et statutaires, mais également aux tensions entre lignages sédimentées par l'histoire du peuple touareg.

(Suite à la page suivante)

(Suite de l'article de la page précédente)

Cette approche vaut ce qu'elle vaut, mais elle est en partie seulement vraie. Elle ne restitue ni la richesse ni les relations de complémentarité entre groupes et encore moins les enjeux politiques qui ont toujours fondé ces divergences. Elle occulte également les relations d'alliance et de clientélisme qui s'expriment, au-delà des clivages socio ethniques, entre les groupes. En cela, elle demeure surdéterminée théoriquement par les paradigmes coloniaux d'une histoire

figée en clivages, sources de divisions et de guerres fratricides.

Cette analyse me semble évidemment insuffisante voire incomplète pour expliquer la complexité des relations entre les différents groupes en présence dans le contexte conflictuel de 1990. Pour étayer mon assertion, je voudrais défendre l'hypothèse suivante : la responsabilité des *ishumar* et des rebelles dans cette « cassure » a été déterminante. Leurs stratégies, leurs comportements, leurs discours, leurs pratiques quotidiennes ont provoqué

des conflits dans les arènes locales.

Afin de restituer clairement cette hypothèse, je ferai une brève mise en perspective du contexte de l'Azawagh, de la révolte de 1916-1917 à la dissidence de 1990. Puis, je présenterai les acteurs en présence dans l'Azawagh et les différentes ressources qu'ils mobilisent. Enfin, je terminerai par une présentation des conflits entre les différents groupes.



Par
Philippe LAVIGNE DELVILLE
(Gret/IRD/LASDEL)
et Aghali ABDELKADER
(LASDEL)

**«A cheval donné,
on ne regarde pas les dents »**
**Les mécanismes et les impacts
de l'aide au développement vus
par les acteurs nigériens (tenu le
10 novembre 2009).**

Les analyses sur l'aide internationale sont nombreuses, et aussi anciennes que l'aide elle-même. Elles mettent en avant le rôle de l'aide dans les rapports Nord-Sud, les problèmes de pertinence ou d'efficacité, ses impacts sur les Etats et les sociétés. Mais elles émanent pour l'essentiel de chercheurs, et de quelques praticiens, quasiment exclusivement du Nord. Les praticiens du Sud sont en première ligne dans les processus de définition et de mise en œuvre de l'aide, et en ont une connaissance personnelle fine. Ils sont au cœur du débat sur les rapports entre l'aide et les Etats, rapports qu'ils observent au quotidien. Mais ils formalisent rarement leur expérience et leurs analyses, parce que leur position institutionnelle ne leur en laisse guère la possibilité, qu'ils soient

cadres de l'Etat ou consultant dépendant du marché de l'expertise.

L'étude restituée ici vise justement à donner la parole aux « utilisateurs de l'aide », aux acteurs nigériens qui, dans une position institutionnelle ou une autre, sont impliqués dans la conception, la négociation ou la mise en œuvre de l'aide internationale : hauts responsables de ministères, directeurs de services techniques, responsables d'institutions publiques, chefs de projets, consultants, etc. Ainsi qu'à quelques observateurs (chercheurs, médias, expatriés).

Pour restituer au plus près les représentations et analyses de ces acteurs, elle s'appuie sur une série d'entretiens approfondis avec un échantillon de personnes, représentant cette diversité de positions institutionnelles.

Le constat global est assez sombre : l'aide est peu efficace, le système d'aide et les dispositifs projets en consomment une bonne part ; les logiques propres et les procédures des bailleurs de fonds d'un côté, les logiques politiques et économiques de l'Etat et des cadres de l'autre, expliquent pour une bonne part cette faible efficacité.

Conçue au départ pour être temporaire, l'aide est devenue structurelle dans l'économie et la société nigérienne. Elle a engendré des phénomènes de dépendance, tant au niveau des Etats qu'au niveau des cadres et des populations. La recherche de financements prime sur la réflexion sur la finalité et l'utilité. L'aide est fortement instrumentalisée dans les logiques politiques et économiques nigériennes, ce qui explique les fortes tentations de détournement et la force des mécanismes de corruption. Avec les départs forcés de l'ajustement structurel, puis les stratégies de contournement de l'Etat des années 90, l'aide a fragilisé l'Etat et les institutions publiques. Un cercle vicieux s'est mis en

place, où les bailleurs ont voulu se substituer ou contourner un Etat défaillant, contribuant à l'affaiblir encore plus. Pour beaucoup, l'Etat a renoncé à se doter d'une vision autonome, et cherche à maximiser les flux d'aide.

Pourtant, les critiques des personnes interrogées portent d'abord sur l'Etat : il est logique que les bailleurs de fonds aient leurs propres intérêts ; par contre, il est anormal que l'Etat ne se mette pas en position de négociation, pour défendre l'intérêt public nigérien. La passivité, l'absence de vision, sont fortement mises en avant.

Avec la Déclaration de Paris, les bailleurs de fonds veulent redonner un rôle premier aux Etats, s'aligner derrière des politiques définies par les pays, mobiliser l'aide via les procédures budgétaires nationales. C'est une évolution majeure. Mais l'administration, fragilisée par 20 ans de contournement par l'aide, n'est plus à même de reprendre rapidement ce rôle. Une aide budgétaire directe serait un chèque en blanc à l'Etat, sans possibilité de contrôle. Il faut malgré tout aller dans le sens d'une reprise en charge par l'Etat, avec prudence, en ouvrant de réels espaces dont les acteurs nigériens puissent s'emparer pour se (re)construire des stratégies propres. Il faut une stratégie de moyen long terme, prenant acte de l'économie politique de l'aide au Niger, et évitant de « tirer sur la tige de mil pour la faire pousser », de forcer les évolutions au risque qu'elles soient de façade. Il faut une prise de conscience de la dépendance et de ses effets pervers, des espaces autonomes de débat sur l'aide et les politiques de développement.

Le rapport tiré de cette recherche sera prochainement disponible dans la collection Etudes et Travaux du LASDEL, et téléchargeable sur le site du LASDEL : www.lasdel.net.

Liste des séminaires de sciences sociales du LASDEL (2009 - 2010)

Mardi 15 décembre 2009 : Autour de l'ouvrage « Les pouvoirs locaux au Niger » (parution chez Karthala en novembre 2009), séance collective animée par *les chercheurs du LASDEL*

Mardi 12 janvier 2010 : Analyse d'une stratégie de santé publique : cas de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME) au Niger, par *Mahamane MOHA* (doctorant EHESS Marseille)

Mardi 16 février 2010 : Cultures de réislamisation : prêches et savoir islamique au Niger, par *Abdoulaye SOUNAYE* (Département d'études religieuses, Northwestern University, USA)

Mardi 16 mars 2010 : L'observation socio-anthropologique des élections locales 2009, séance collective animée par *les chercheurs du LASDEL*

Mardi 17 avril 2010 : Femmes et microfinance au Niger, par *Ouassa TIEKOURA* (Département de sociologie, Université de Niamey)

Mardi 18 mai 2010 : La réforme foncière rurale au Bénin : émergence et mise en question d'une révolution juridique, par *Philippe LAVIGNE DELVILLE* (anthropologue Gret/IRD/LASDEL)

Mardi 15 juin 2010 : Les services publics en Afrique : enjeux, dynamiques et perspectives, par *Mahamane TIDJANI ALOU* (chercheur au LASDEL/UAM)

Mahaman Sanoussi Tidjani Alou, agrégé des Universités en science politique



Mahaman Tidjani Alou entouré de ses frères à son domicile

Le Samedi 14 novembre 2009, l'aéroport international Diori Hamani grouillait de monde. Etudiants, enseignants chercheurs, parents et amis, collègues de travail, tous attendaient à l'aérogare le nouvel agrégé des Universités en science politique : Pr Mahaman Sanoussi Tidjani Alou.

Il a participé au concours d'agrégation organisé par le CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur) à l'université du Bénin.

Mahaman Tidjani Alou a été reçu major de sa promotion et est le premier nigérien dans le grade et la spécialité.

Félicitations Professeur!

LA LETTRE DU LASDEL

Bulletin d'information du LASDEL

Directeur de publication :
Abdoulaye Mohamadou

Secrétaires rédaction :
Jean-Pierre Olivier de Sardan
Mahaman Tidjani Alou
Philippe Lavigne Delville

Comité de rédaction :
Chercheurs du LASDEL

Composition, diffusion :
Djibo Amadou